

**MESSAGE N° 202
du Conseil d'Etat au Grand Conseil
accompagnant le projet de loi
sur la vidéosurveillance**

6 juillet 2010

Le présent message est structuré de la manière suivante:

- 1. Origine et nécessité du projet**
- 2. Travaux préparatoires**
- 3. Considérations générales**
 - 3.1 *Notion*
 - 3.2 *Intérêts en cause*
 - 3.3 *La réglementation en Suisse*
 - 3.4 *La situation en fait à Fribourg*
- 4. Commentaire des dispositions**
- 5. Conséquences financières et en personnel**
- 6. Répartition des tâches, conformité au droit supérieur et referendum**
 - 6.1 *Influence sur la répartition des tâches Etat–communes*
 - 6.2 *Conformité au droit supérieur*
 - 6.3 *Soumission au referendum*

1. ORIGINE ET NÉCESSITÉ DU PROJET

Par motion déposée et développée le 15 mai 2006 (N° 150.06), les députés Marie-Thérèse Weber-Gobet et Jean-François Steiert, avec 22 cosignataires, ont demandé au Conseil d'Etat de présenter au Grand Conseil un projet de loi sur la surveillance vidéo sur le territoire public. A cet égard, ils relèvent que la vidéosurveillance, sous toutes ses formes (surveillance de passages souterrains, de routes, de déchetteries, d'écoles, ...), comprend généralement un risque d'atteinte grave aux droits fondamentaux protégés par la Constitution, soulevant ainsi d'importantes questions liées à la protection des données et à la protection de la personnalité.

Selon les auteurs de la motion, l'Etat doit se doter d'une loi destinée à donner à la vidéosurveillance un cadre solide et à empêcher tout abus en la matière. Ils estiment insuffisantes les directives non contraignantes de la préposée cantonale à la protection des données; ils relèvent en outre que la réglementation, sur le plan communal, de cette matière entraîne des inégalités de traitement et constitue un potentiel d'abus important.

La motion a été prise en considération par le Grand Conseil en date du 10 mai 2007.

2. TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Le Conseil d'Etat a chargé un groupe de travail d'examiner, dans son ensemble, la problématique de la vidéosurveillance (phénomène de la vidéosurveillance en général, état de la situation dans le canton de Fribourg, compétences pour régler la matière) et de préparer un avant-projet de loi. Cet avant-projet, accompagné d'un rapport explicatif, a été mis en consultation du 17 juin au 30 septembre 2009.

Les propositions de l'avant-projet ont été bien accueillies. La nécessité de régler le domaine de la vidéosurveillance

au niveau cantonal est unanimement admise. Seul un parti politique conteste de manière générale les solutions retenues par le groupe de travail. Les autres participants à la consultation ont formulé des remarques ponctuelles, qui ont été analysées et, en principe, reprises dans le projet du Conseil d'Etat.

3. CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES¹

3.1 Notion

La vidéosurveillance est définie généralement comme la surveillance ou l'observation de personnes ou de biens au moyen de caméras. Elle complète l'observation effectuée par une présence humaine (par ex. par des enseignants, des agents de sécurité ou des concierges).

Le système de vidéosurveillance est communément constitué de plusieurs dispositifs. Il est composé de caméras (optiques, thermiques ou radar), d'infrastructures de communication et de dispositifs de visualisation, voire d'exploitation d'images. L'exploitation (ou le traitement) d'images consiste notamment à enregistrer les images et à les analyser. Elle peut être effectuée en temps réel ou *a posteriori*. Les caméras peuvent être fixes ou mobiles, pilotées à distance.

3.2 Intérêts en cause

La vidéosurveillance constitue un outil technologique composant la chaîne de sécurité. Elle permet de prévenir, par la dissuasion, des atteintes à des personnes et des biens. Elle sert aussi finalement à identifier les auteurs d'infractions ou d'incivilités. Il est reconnu que la vidéosurveillance peut apporter un gain organisationnel et peut contribuer à l'action des agents des collectivités sans en multiplier les effectifs.

Cela dit, la vidéosurveillance constitue une forme d'atteinte aux droits fondamentaux constitués par le droit au respect de la vie privée (cf. art. 12 Cst. FR) et la liberté de réunion et de manifestation (cf. art. 24 Cst. FR). La vidéosurveillance constitue aussi une forme particulière de traitement des données personnelles soumise en soi à la législation sur la protection des données (cf. notamment, art. 9 de la loi du 25 novembre 1994 sur la protection des données, LPrD, RSF 17.1). Le traitement des données débute par la collecte des données, il peut se poursuivre, selon les cas, par la conservation, l'exploitation, la communication et la destruction des données recueillies (cf. art. 3 let. d LPrD). La vidéosurveillance doit donc respecter les dispositions de la législation sur la protection des données, destinées à protéger les citoyens contre l'usage abusif des données qui les concernent (cf. art. 12 al. 2 Cst. FR). Les dispositions essentielles sont fixées aux articles 4 à 8 LPrD (notamment: exigence de la base légale et de sécurité, de finalité, de proportionnalité et, enfin, de diligence accrue en cas de collecte de données sensibles). L'exigence de la base légale est essentielle si l'on veut restreindre les droits fondamentaux (cf. art. 38 Cst. FR).

¹ Certaines de ces considérations sont tirées du Rapport/travaux du CE-TEL N° 55 de l'Université de Genève «vidéosurveillance et risques dans l'espace à usage public, représentation des risques, régulation sociale et liberté de mouvement», Genève octobre 2006

3.3 La réglementation en Suisse

Les législations concernant la vidéosurveillance ne sont pas uniformes en Suisse. La Confédération dispose de bases légales formelles pour la vidéosurveillance de la zone frontalière, des locaux administratifs, des bâtiments du parlement et du gouvernement ainsi que des infrastructures de chemins de fer (cf. le rapport du DFJP sur la vidéosurveillance exercée en vue d'assurer la sécurité dans les gares, les aéroports et les autres espaces publics, approuvé par le Conseil fédéral le 28 septembre 2007).

Les bases légales cantonales sont encore disparates. Certains cantons réglementent la matière au niveau communal. D'autres ont ancré des dispositions dans les lois sur la police (cf. BE, NW, ZG, AG) ou, plus souvent, dans les lois de protection des données (SZ, OW, GL, BS, AG, GE, NE, VD). Plusieurs cantons n'ont encore aucune disposition légale spéciale, se contentant de recommandations de leurs autorités cantonales de surveillance en matière de protection des données (cf. ZH, LU, SO, BL, TI). Le canton de Fribourg est actuellement dans cette situation (cf. l'aide-mémoire N° 6 de la surveillance vidéo édicté par l'Autorité cantonale de surveillance en matière de protection des données).

3.4 La situation en fait à Fribourg

Une enquête a été effectuée, en mars 2008, par le groupe de travail chargé de l'élaboration de l'avant-projet de loi. Lors de cette enquête, plusieurs autorités ont été abordées, qui utilisent ou auraient pu utiliser des systèmes de vidéosurveillance. L'enquête a porté sur divers points (endroits concernés, buts recherchés, systèmes utilisés, personnes autorisées à visionner les images, délai de destruction du matériel recueilli, etc.). Le rapport d'évaluation de cette enquête a montré d'abord que plusieurs autorités utilisaient déjà des dispositifs de vidéosurveillance (certains collègues, services «sensibles», tribunaux, etc.), et ce dans le but surtout de prévenir les atteintes à des personnes et des biens. L'enquête a aussi révélé que les délais de destruction du matériel recueilli étaient des plus divers (24 h à 30 jours) et que l'information des personnes visionnées n'était pas toujours assurée. Cela dit, plusieurs autorités ont estimé que la vidéosurveillance était inutile, estimant la présence humaine préférable (concierges, agents de sécurité, ...); d'autres l'ont estimée inutile en l'état au vu du peu d'infractions commises. S'agissant des bases légales, les autorités concernées appliquent en général l'aide-mémoire N° 6 de la surveillance vidéo édicté par l'Autorité cantonale de surveillance en matière de protection des données, ou des directives particulières internes.

4. COMMENTAIRE DES DISPOSITIONS

Article 1

Cet article fixe le but et l'objet de la loi.

L'alinéa 1 énonce le but de la loi conformément à la demande formulée dans la motion 150.06: afin de garantir le respect des droits fondamentaux des personnes (vie privée et liberté de réunion), la loi fixe le cadre que doivent respecter les dispositifs de vidéosurveillance portant sur le domaine public. Les mesures de protection prévues sont la mise en place d'un système d'autorisation (art. 4ss du projet) et d'information (art. 7 du projet).

L'alinéa 2 détermine l'objet de la loi. Celle-ci précise les conditions et les modalités applicables aux installations de vidéosurveillance portant sur le domaine public. La législation sur la protection des données s'appliquera pour tout ce qui n'est pas réglé par la loi spéciale, notamment pour ce qui concerne la communication des données (cf. art. 10 à 12 LPrD), les droits des personnes concernées (cf. art. 23 à 28 LPrD) et la surveillance générale (cf. art. 29 à 32 LPrD).

L'alinéa 3 définit la notion de vidéosurveillance. Le projet ne vise que la surveillance de personnes ou de biens au moyen de caméras; il ne vise pas la surveillance par d'autres moyens (cf. par ex., la surveillance audio ou encore le contrôle d'entrée par des rayons-X ou par la perception de la chaleur). Il s'applique aux installations placées de façon provisoire ou définitive. A noter que le projet ne vise que les installations permettant l'observation des personnes à des fins de surveillance («vidéosurveillance dissuasive», cf. également art. 3 al. 1 du projet), à l'exclusion des dispositifs visant un but purement récréatif, par exemple les webcams, dont l'installation reste libre pour autant qu'elle respecte les règles ordinaires de la protection des données.

Article 2

L'article 2 définit le champ d'application de la loi. Conformément à l'alinéa 1, il s'applique aux «lieux publics».

L'alinéa 2 définit la notion de «lieux publics». Il s'agit principalement des biens faisant partie du domaine public cantonal ou communal au sens de la loi du 4 février 1972 sur le domaine public (LDP; RSF 750.1) (let. a). Sont toutefois également visés les biens qui, sans faire partie du domaine public, sont affectés à l'administration publique (let. b). Cette lettre b se réfère aux biens qui ne sont pas propriété de la collectivité publique, mais simplement loués par elle.

A noter que la notion de lieux publics ne recouvre pas uniquement les biens immobiliers; les véhicules affectés à l'administration publique, par exemple les bus scolaires, sont également concernés. Il convient néanmoins de préciser le projet ne vise pas la surveillance dans les véhicules mis à disposition des écoles par des entreprises de transports publics. La vidéosurveillance dans ces véhicules est en effet régie par l'ordonnance fédérale du 4 novembre 2009 sur la vidéosurveillance dans les transports publics (RS 742.147.2).

Cela dit, pour ce qui est des lieux affectés à l'administration publique (par ex., hôpitaux, écoles, terrains de sport, musées, bâtiments administratifs, ...), seuls sont visés par la loi les immeubles ou parties d'immeubles ouverts au public (accessibles au public). Cette restriction s'impose car la surveillance effectuée dans les locaux administratifs non ouverts au public (par ex., quartiers cellulaires dans les prisons, chambres d'hôpitaux, etc.) obéit à d'autres règles et ne peut être soumise aux mêmes restrictions que la vidéosurveillance dans les endroits accessibles au public. Concrètement, le champ d'application vise les endroits suivants:

- les lieux affectés à l'administration publique et ouverts au public;
- les choses affectées, par le fait ou par décision, à l'usage commun et aménagées à cette fin, tels les routes, les places, les parcs, de manière générale les voies de communication et ouvrages annexes;

- les choses destinées par nature à l'usage commun, en particulier des eaux publiques.

En soi, les biens du patrimoine financier (privé) des collectivités (par ex. des immeubles locatifs ou des vignes appartenant à des collectivités publiques) ne tombent pas dans le champ d'application du projet. La vidéosurveillance de ces biens est exclusivement régie par la loi fédérale sur la protection des données, les collectivités publiques agissant ici comme propriétaires privés.

Le plus souvent, les dispositifs de vidéosurveillance visés par la loi seront installés par les collectivités publiques. Cependant, le projet régit également les installations mises en place par des particuliers lorsque la portée de celles-ci ne s'arrête pas aux limites des propriétés privées, mais «déborde» sur le domaine public: il s'applique aux personnes privées qui mettent en place des dispositifs portant en tout ou en partie sur le domaine public. Cette extension se justifie car le domaine public est touché. En revanche, il ne règle pas la vidéosurveillance de personnes privées sur leur domaine privé, quand bien même celui-ci serait ouvert au public (cf. par ex. les installations dans les galeries marchandes ou la vidéosurveillance à l'intérieur d'une banque). La loi fédérale sur la protection des données s'applique à de telles situations.

La vidéosurveillance effectuée dans le cadre d'enquêtes pénales est aussi exclue du champ d'application (cf. art. 134 al. 4 et 150 al. 1 let. b du code de procédure pénale du 14 novembre 1996; CPP; art. 280 et 281 du code de procédure pénale suisse du 5 octobre 2007). Cette exclusion ne vaut que si la vidéosurveillance est ordonnée par la Police cantonale ou un juge. Cela dit, est aussi exclue du champ d'application la vidéosurveillance (d'observation essentiellement) mise en place par la Police cantonale, hors procédure pénale, pour pouvoir accomplir ses tâches (cf. art. 38b et 41 de la loi du 15 novembre 1990 sur la Police cantonale), ainsi que celle effectuée par les gardes-faunes dans l'exercice de leurs tâches (cf. art. 2 de l'ordonnance du 16 décembre 2003 sur la surveillance de la faune et de la flore ainsi que de la chasse et de la pêche).

Article 3

L'alinéa 1 énonce la base légale générale autorisant la vidéosurveillance dans les lieux publics. Il précise les buts dans lesquels de telles installations peuvent être mises en place, à savoir la prévention et la répression des infractions.

Les alinéas 2 et 3 annoncent les conditions générales à respecter par les personnes ou collectivités publiques désireuses d'installer un dispositif de vidéosurveillance portant sur un lieu public: les systèmes permettant l'enregistrement d'images sont soumis à des exigences particulières, à savoir l'obtention d'une autorisation (art. 4ss du projet); les systèmes sans enregistrement sont simplement soumis à une obligation d'information (art. 7 du projet).

Article 4

Cet article fixe les exigences générales auxquelles doivent répondre les dispositifs de vidéosurveillance permettant l'enregistrement des données.

La lettre a énonce le principe de la proportionnalité (cf. également art. 6 LPrD). Ce principe s'applique non seulement à la surveillance elle-même, mais également au dispositif technique choisi.

L'exigence prévue à la lettre b a été introduite en complément de l'article 9 al. 2 LPrD, lequel ne fait que disposer que la récolte de données doit être reconnaissable comme telle. L'information sera donnée à l'endroit même où la prise d'images a lieu; elle sera limitée à l'existence de la vidéosurveillance (par la pose d'un sigle ou d'un pictogramme, éventuellement d'un texte).

La lettre c rappelle la nécessité de respecter le principe de finalité énoncé à l'article 5 LPrD.

La lettre d impose la prise de mesures de sécurité suffisantes. Cette exigence est déjà concrétisée par des dispositions spéciales contenues dans le règlement du 29 juin 1999 sur la sécurité des données personnelles (RSD; RSF 17.15). Ce règlement porte notamment sur la protection des données recueillies contre tout traitement non autorisé et sur les exigences concernant les personnes autorisées à accéder aux informations (cf. art. 3 et 10 RSD).

En ce qui concerne le délai pour la destruction des images enregistrées, les pratiques et les règlements existants en Suisse sont très disparates. Le projet (let. e) propose un délai qui est suffisant pour que la personne qui visionne les images soit en mesure de réagir (information donnée à son supérieur; dénonciation pénale, ...). Sous cet angle, un délai maximal de 7 jours semble adéquat. Si des informations sont recueillies, démontrant des atteintes à des personnes ou des biens, ce délai peut être porté à 100 jours au maximum. Un tel délai, jugé admissible par le Tribunal fédéral, est suffisant pour que la collectivité puisse réagir et prendre le cas échéant la décision de dénoncer pénalement les comportements visionnés. Il convient de rappeler que ces délais sont indépendants de ceux imposés aux autorités judiciaires (cf. délais de conservation de pièces judiciaires, liés à la prescription de l'action pénale).

Le règlement d'utilisation prévu à l'alinéa 2 constitue une exigence essentielle. Chaque demande d'autorisation devra être accompagnée de ce règlement, établi par la collectivité publique ou le particulier qui souhaite installer un dispositif de vidéosurveillance portant sur le domaine public. En outre, le règlement devra être remis à l'autorité compétente lors de chaque modification du système (par ex. modification de la localisation, de l'installation technique, de l'information donnée ou des délais de destruction). Le règlement d'utilisation devra contenir toutes les informations permettant à l'autorité de déterminer si l'installation envisagée répond aux exigences légales. Il devra en particulier préciser quelles sont les personnes autorisées à visionner les images traitées. Il devra également indiquer la localisation des installations, les heures auxquelles celles-ci sont activées et quelles seront les techniques utilisées, la prise d'images pouvant être accompagnée de techniques complémentaires (telles que prises de son, systèmes de zoom, de reconnaissance de visage, suivi de personnes précises par des séries de caméras ou de systèmes de contrôle qui permettent de connecter entre eux des contrôles de badge, de temps, d'empreintes digitales, de l'iris, de l'enregistrement de son, etc.).

A remarquer que le système d'autorisation prévu ne supprime pas le contrôle hiérarchique prévu par l'article 25 du règlement sur la sécurité des données personnelles. Seule l'autorité hiérarchique est habilitée à procéder au contrôle de l'existence des mesures de sécurité et techniques nécessaires, le contrôle de l'autorité de surveillance

en matière de protection des données étant réservé (cf. art. 26 du règlement précité).

Article 5

L'installation de systèmes de vidéosurveillance avec enregistrement est soumise à autorisation. L'autorisation est accordée lorsque la surveillance et le dispositif choisis correspondent aux exigences du principe de proportionnalité et lorsque les mesures de sûreté prévues dans le règlement d'utilisation sont suffisantes (al. 1).

La compétence de délivrer les autorisations est attribuée à la Direction chargée du maintien de la sécurité et de l'ordre publics (al. 2). La solution retenue dans le projet mis en consultation, qui confiait cette compétence aux préfets, a, après réflexion, été écartée; elle ne permettait pas de garantir une unité de pratique suffisante à l'échelle cantonale.

Le préavis de la Commission cantonale de la transparence et de la protection des données est requis pour chaque procédure d'autorisation. Lorsque la demande d'autorisation n'émane pas d'une commune, la commune sur le territoire de laquelle l'installation est prévue devra également être consultée. Les organes consultés reçoivent une copie de la décision.

Par ailleurs, lorsque la demande d'autorisation émane d'un organe public cantonal, il est important que l'autorité hiérarchique ou l'autorité à laquelle est rattaché l'organe en question soit informée et ait avalisé le projet d'installation d'un système de vidéosurveillance. L'alinéa 3 exige par conséquent que la demande d'autorisation ait été préalablement approuvée par la Direction du Conseil d'Etat dont dépend l'organe public qui dépose la demande (cas des services subordonnés à une Direction) ou à laquelle il est rattaché (cas des établissements dotés de la personnalité juridique).

L'alinéa 3 prévoit également que l'approbation préalable de la Direction compétente est nécessaire lorsque la demande émane d'un organe public communal, à savoir le conseil communal (cf. art. 9 du projet modifiant l'article 60 de la loi sur les communes), dans les cas où l'activité exercée dans les lieux mis sous surveillance relève également de la compétence des autorités cantonales. Ce cas de figure vise principalement les installations mises en place à proximité des écoles, qui doivent avoir reçu l'agrément de la Direction de l'instruction publique, de la culture et du sport.

La Direction dont l'approbation préalable est requise reçoit une copie de la décision.

L'alinéa 4 n'appelle pas de commentaire particulier.

Article 6

Le contrôle des installations autorisées a été demandé à juste titre par plusieurs participants à la procédure de consultation. Le projet prévoit donc que la Direction procède au contrôle des dispositifs de vidéosurveillance qui ont été installés (al. 1). Par ailleurs, pour faciliter le suivi de la surveillance de ces installations, elle doit être informée des modifications qui leur sont apportées (al. 2).

Lorsque les conditions d'octroi de l'autorisation ne sont plus respectées ou que les exigences de l'article 3 ne sont pas remplies, l'autorisation peut être retirée (al. 3). Les autorités de préavis, à savoir la Commission cantonale de la transparence et de la protection des données et, le cas échéant, la commune concernée, ainsi que la Direction

du Conseil d'Etat qui a donné son approbation préalable dans le cadre de la procédure d'autorisation, sont informées des contrôles effectués et de leurs résultats, en particulier des éventuels retraits (al. 4).

Article 7

Cet article introduit une obligation d'information pour les organes publics et les personnes privées qui veulent mettre en place une vidéosurveillance dite d'observation (vidéosurveillance simple), sans enregistrement (cf. par ex.: webcam dans une ville, surveillance d'un tunnel routier) portant sur un lieu public.

Plusieurs participants à la consultation ont signalé que la vidéosurveillance sans enregistrement présente des risques de violation des droits fondamentaux. Certains demandent qu'elle soit soumise à autorisation. Une telle mesure serait toutefois excessive. Il est important de fixer un cadre pour éviter les abus, mais cette forme de surveillance n'a pas à être soumise à un système d'autorisation. En effet, aucun enregistrement n'est effectué, de sorte que la violation des droits fondamentaux est en soi inexistante (la Cour européenne des droits de l'Homme avait jugé dans ce sens le 17 juillet 2003, cf. le Rapport du CETEL N° 55, ch. 6.2.1). Cela dit, il est vrai que la mise en place d'une telle vidéosurveillance crée un risque d'atteinte, surtout si le dispositif permet l'identification de personnes. C'est précisément pour permettre à l'autorité de vérifier ces éléments que le projet prévoit un système d'information.

La violation de cette obligation par des personnes privées entraînera les mesures prévues à l'article 8 du projet. Pour les organes publics, le dispositif prévu par la loi sur la protection des données s'appliquera (cf. la procédure de recommandation/décision exposée à l'art. 22a LPrD).

Article 8

Cet article prévoit des dispositions pénales spéciales lorsque des personnes privées violent certaines dispositions de la loi. La compétence pour infliger des amendes est prévue par la loi sur la justice (compétence du juge de police ou du Ministère public). Il est bien évident que ces dispositions pénales ne concernent que les personnes privées, à l'exclusion des collectivités publiques, qui ne peuvent pas être condamnées pénalement.

Article 9

Cet article contient une disposition modificatrice de la loi du 25 septembre 1980 sur les communes (RSF 140.1). Pour éviter des conflits de compétences entre les divers organes communaux, il est important de préciser dans la loi quelle sera l'autorité compétente pour décider de l'installation d'un dispositif communal de vidéosurveillance et adopter le règlement d'utilisation dudit dispositif. Le projet prévoit de charger le conseil communal de cette compétence. Il incombe naturellement à cette autorité d'informer de manière adéquate l'assemblée communale ou le conseil général des mesures prises.

Article 10

Cet article contient une disposition modificatrice de la loi du 25 novembre 1994 sur la protection des données (RSF 17.1). Il prévoit une réserve de la loi sur la vidéosurveillance dans la loi générale sur la protection des données (cf. art. 13a LPrD, tel que proposé). La LPrD s'appliquera pour tout ce qui n'est pas réglé par la loi sur

la vidéosurveillance (cf. art. 1 al. 2 in fine du projet et le commentaire ci-dessus y relatif).

Article 11

L'alinéa 1 prescrit que, dès l'entrée en vigueur de la loi sur la vidéosurveillance, les réglementations cantonales deviendront caduques, le domaine étant exclusivement réglé par la loi cantonale.

L'alinéa 2 prévoit un délai transitoire d'une année pour permettre aux personnes et collectivités publiques qui disposent déjà d'un système de vidéosurveillance de se mettre en conformité avec le nouveau régime légal. L'article 4 al. 1 let. e relatif à la durée de conservation des images s'applique toutefois immédiatement.

5. CONSÉQUENCES FINANCIÈRES ET EN PERSONNEL

Les dispositions du projet, en particulier celles concernant le système d'autorisation et d'information, introduisent de nouvelles tâches pour l'Etat. Il ne sera cependant vraisemblablement pas nécessaire de renforcer les effectifs des autorités compétentes en raison de cette nouvelle législation. En outre, des émoluments pourront être perçus, fixés par le Conseil d'Etat, à la charge des collectivités publiques et des personnes privées soumises à la loi.

6. RÉPARTITION DES TÂCHES, CONFORMITÉ AU DROIT SUPÉRIEUR ET REFERENDUM

6.1 Influence sur la répartition des tâches Etat-communes

Le projet n'a pas de répercussions directes sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Il est cependant important de souligner que, à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi cantonale sur la vidéosurveillance, les communes n'auront plus la compétence d'adopter des bases légales communales pour leurs installations de vidéosurveillance. Le domaine sera désormais régi par la loi cantonale (cf. art. 11 du projet).

6.2 Conformité au droit supérieur

Le projet est conforme à la Constitution cantonale (cf. art. 12, 24 et 38 Cst. FR) et à la Constitution fédérale. Il est par ailleurs conforme au droit européen en matière de protection des données (directive 95/46/CE et convention 108, y compris son protocole additionnel).

6.3 Soumission au referendum

Le présent projet n'est pas soumis au referendum financier. Il est, comme toute loi, soumis au referendum législatif.

BOTSCHAFT Nr. 202 6. Juli 2010 **des Staatsrats an den Grossen Rat** **zum Gesetzesentwurf über die Videoüberwachung**

Die vorliegende Botschaft ist wie folgt gegliedert:

- 1. Ursprung und Notwendigkeit des Gesetzesentwurfs**
- 2. Vorarbeiten**
- 3. Allgemeine Erwägungen**
 - 3.1 Begriff
 - 3.2 Betroffene Interessen
 - 3.3 Regelungen in der Schweiz
 - 3.4 Der gegenwärtige Zustand im Kanton Freiburg
- 4. Kommentar zu den einzelnen Gesetzesbestimmungen**
- 5. Finanzielle oder personelle Auswirkungen**
- 6. Aufteilung der Aufgaben, Übereinstimmung mit höherem Recht und Referendum**
 - 6.1 Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden
 - 6.2 Übereinstimmung mit höherem Recht
 - 6.3 Unterstellung unter das Referendum

1. URSPRUNG UND NOTWENDIGKEIT DES GESETZESENTWURFS

Mit einer am 15. Mai 2006 eingereichten und begründeten Motion (Nr. 150.06) forderten die Grossräte Marie-Thérèse Weber-Gobet und Jean-François Steiert sowie 22 Mitunterzeichnende den Staatsrat auf, dem Grossen Rat einen Gesetzesentwurf über die Videoüberwachung im öffentlichen Raum zu unterbreiten. Zur Begründung ihrer Eingabe führen die Motionäre an, die Videoüberwachung berge in all ihren Formen (Überwachung von Unterführungen, Strassen, Abfallentsorgungsstellen, Schulen, ...) im Allgemeinen die Gefahr eines schweren Eingriffs in die verfassungsmässigen geschützten Grundrechte und werfe in Bezug auf den Datenschutz und den Schutz der Persönlichkeit wichtige Fragen auf.

Die Motionäre sind der Ansicht, dass der Staat ein Gesetz verabschieden sollte, um der Videoüberwachung einen klaren Rahmen zu verschaffen und um jeglichen Missbrauch zu verhindern. Sie halten insbesondere die unverbindlichen Weisungen der kantonalen Datenschutzbeauftragten für ungenügend und weisen bezüglich einer allfälligen Reglementierung auf Gemeindeebene auf die Gefahren einer Ungleichbehandlung und auf die hohe Missbrauchsgefahr hin.

Die Motion Nr. 150.06 wurde am 10. Mai 2007 vom Grossen Rat erheblich erklärt.

2. VORARBEITEN

Der Staatsrat hat eine Arbeitsgruppe mit der Überprüfung der Problematik der Videoüberwachung (Videoüberwachung im Allgemeinen, Stand der Dinge im Kanton Freiburg, Zuständigkeiten für deren Regelung) und der Ausarbeitung eines Vorentwurfs des Gesetzes beauftragt. Dieser Vorentwurf wurde zusammen mit einem erläu-

ternden Bericht in der Zeit vom 17. Juni bis zum 30. September 2009 in die Vernehmlassung geschickt.

Die Vorschläge des Vorentwurfs wurden im Allgemeinen zustimmend aufgenommen. Die Notwendigkeit der Regelung der Videoüberwachung auf Kantonsstufe wurde einstimmig bejaht. Eine einzige politische Partei lehnte die vom Arbeitsausschuss ausgearbeiteten Lösungen ab. Die übrigen Teilnehmer an der Vernehmlassung haben Bemerkungen zu einzelnen Punkten eingereicht. Diese Bemerkungen wurden in der Folge überprüft und dem Grundsatz nach in den Gesetzesentwurf des Staatsrates übernommen.

3. ALLGEMEINE ERWÄGUNGEN¹

3.1 Begriff

Die Videoüberwachung wird im Allgemeinen umschrieben als Überwachung oder Beobachtung von Personen oder Sachen mit Hilfe von Kameras. Sie ergänzt die übrigen Wahrnehmungen durch den Menschen (z.B. durch Lehr-, Sicherheits- oder Hauswartinpersonal).

Videoüberwachungsanlagen umfassen gewöhnlich mehrere Komponenten. Sie bestehen einerseits aus (optischen, thermischen oder radargesteuerten) Kameras, andererseits aus Einrichtungen zur Übermittlung und zur Visualisierung bzw. Auswertung von aufgenommenen Bildern. Die Auswertung (Bearbeitung) des Bildmaterials umfasst insbesondere die eigentliche Aufnahme der Bilder und sodann deren Analyse. Die Auswertung der Bilder kann sofort oder mit zeitlicher Verzögerung erfolgen. Die eingesetzten Kameras können fest an einem Standort angebracht, mobil oder ferngesteuert sein.

3.2 Betroffene Interessen

Die Videoüberwachung bildet innerhalb der sog. Sicherheitskette ein technologisches Hilfsmittel. Als abschreckendes Mittel dient sie der Vorbeugung von Übergriffen auf Personen und Sachen. Sie ermöglicht überdies die Identifikation der Urheber von Gesetzesverstößen oder sonstiger störender Verhaltensweisen. Allgemein anerkannt ist, dass die Videoüberwachung in organisatorischer Hinsicht Vorteile bringen und Einsätze von Angestellten der Gemeinwesen unterstützen kann, ohne dass der Personalbestand erhöht werden muss.

Die Videoüberwachung stellt einen Eingriff in die Grundrechte wie Recht auf Achtung der Privatsphäre (vgl. Art. 12 KV) oder Versammlungs- und Demonstrationenfreiheit (vgl. Art. 24 KV) dar. Sie ist eine besondere Form der Bearbeitung von Personendaten, welche an sich unter die Gesetzgebung über den Datenschutz fällt (vgl. insbesondere Art. 9 des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Datenschutz, DSchG, SGF 17.1) Die Bearbeitung von Personendaten beginnt mit deren Beschaffung, und kann sich, je nachdem, auf deren Aufbewahrung, Mitteilung und Löschung erstrecken (vgl. Art. 3 Bst. d DSchG). Die Videoüberwachung muss daher die Bestimmungen der Gesetzgebung über den Datenschutz einhalten, deren Zweck es ist, Bürgerinnen und Bürger vor missbräuchlicher Verwendung der sie betreffenden

Daten zu schützen (vgl. Art. 12 Abs. 2 KV). Die wesentlichen Bestimmungen des Datenschutzes finden sich in den Artikeln 4–8 DschG (namentlich: Erfordernis einer gesetzlichen Grundlage und der Sicherheit, Grundsätze der Zweckbindung, der Verhältnismässigkeit und letztlich der erhöhten Sorgfaltspflicht im Bereich der Beschaffung schützenswerter Daten). Das Erfordernis einer gesetzlichen Grundlage besteht immer dann, wenn Grundrechte eingeschränkt werden sollen (vgl. Art. 38 KV/FR).

3.3 Regelungen in der Schweiz

Es gibt in der Schweiz für die Videoüberwachungen keine einheitliche Gesetzgebung. Der Bund verfügt über eine formelle Gesetzesgrundlage für die Videoüberwachung des Grenzgebietes, der Verwaltungs-, Parlaments- und Regierungsgebäude sowie der Eisenbahnanlagen (vgl. den am 28. September 2007 vom Bundesrat genehmigten Bericht des EJPD über die Videoüberwachung zu Sicherheitszwecken in Bahnhöfen, Flughäfen und anderen öffentlichen Räumen).

Die gesetzlichen Grundlagen der Kantone sind unterschiedlich. Einige Kantone regeln die Belange der Videoüberwachung auf Gemeindeebene. Andere wiederum haben Bestimmungen in den Gesetzen über die Polizei (BE, NW, ZG, AG) oder häufiger in den Gesetzen über den Datenschutz (SZ, OW, GL, BS, AG, GE, NE VD) erlassen. Mehrere Kantone verfügen noch über keine spezielle Gesetzesbestimmungen und begnügen sich mit den Empfehlungen ihrer kantonalen Aufsichtsbehörden im Bereich des Datenschutzes (ZH, LU, SO, BL, TI). Auch der Kanton Freiburg befindet sich gegenwärtig in dieser letztgenannten Situation (vgl. das von der kantonalen Aufsichtsbehörde für Datenschutz herausgegebene Merkblatt Nr. 6 über die Videoüberwachung).

3.4 Der gegenwärtige Zustand im Kanton Freiburg

Die Arbeitsgruppe hat im März 2008 im Kanton Freiburg eine Umfrage durchgeführt. Dabei sind verschiedene Behörden angesprochen worden, welche Videoüberwachungssysteme einsetzen oder einsetzen könnten. Die Umfrage betraf mehrere Punkte (betroffene Orte, verfolgter Zweck, eingesetzte Systeme, Personen, welche zur Betrachtung des Bildmaterials befugt sind, Frist für die Vernichtung der Aufnahmen usw.). Die Auswertung dieser Befragung hat zunächst einmal ergeben, dass mehrere Behörden bereits Videoüberwachungsanlagen benützen (einige Gymnasien, besonders gefährdete Ämter, Gerichte usw.) und dies vor allem zum Zweck der Vorbeugung von Übergriffen auf Personen und von Sachbeschädigungen. Die Umfrage hat auch gezeigt, dass die Fristen für die Vernichtung des erhobenen Materials sehr unterschiedlich sind (24 Std. bis 30 Tage) und dass die Benachrichtigung der aufgezeichneten Personen nicht immer gewährleistet war. Zudem waren mehrere Behörden auch der Meinung, die Videoüberwachung sei nicht nötig und einer menschlichen Präsenz (Hauswartin, Sicherheitspersonal,...) sei der Vorzug zu geben; andere wiederum haben sie in Anbetracht der geringen Anzahl strafbarer Handlungen vorderhand als unnötig erachtet. Was die gesetzlichen Grundlagen anbelangt, richten sich die betroffenen Behörden in der Regel nach dem Merkblatt Nr. 6 über die Videoüberwachung, welches die kantonale Aufsichtsbehörde für Datenschutz herausgegeben hat, oder nach besonderen internen Richtlinien.

¹ Ein Teil dieser Erwägungen stammt aus dem Bericht CETEL Nr. 55 der Universität Genf «vidéosurveillance et risques dans l'espace à usage public, représentation des risques, régulation sociale et liberté de mouvement», Genf, Oktober 2006

4. KOMMENTAR ZU DEN EINZELNEN GESETZESBESTIMMUNGEN

Artikel 1

Dieser Artikel umschreibt den Gegenstand und den Zweck des Gesetzes.

Absatz 1 erwähnt den Zweck des Gesetzes in Anlehnung an die in der Motion 150.06 geäusserten Forderungen: Um die Grundrechte der Personen zu gewährleisten (Privatsphäre und Versammlungsfreiheit) steckt das Gesetz den Rahmen ab, den Videoüberwachungsanlagen auf öffentlichem Grund einzuhalten haben. Schutzfunktion haben dabei das vorgesehene Bewilligungsverfahren (Art. 4 ff. des Entwurfs) und der Grundsatz der Benachrichtigung bestimmter Behörden (Art. 7 des Entwurfs).

Absatz 2 bestimmt den Gegenstand des vorliegenden Gesetzes. Er präzisiert die Voraussetzungen und Modalitäten, die auf Videoüberwachungsanlagen in der Öffentlichkeit anwendbar sind. Die Gesetzgebung über den Datenschutz bleibt auf diejenigen Sachverhalte anwendbar, welche nicht durch das Spezialgesetz geregelt sind, insbesondere auf die Bekanntgabe der Daten (Art. 10–12 DSchG), die Rechte der betroffenen Personen (Art. 23–28 DSchG) und die allgemeine Beaufsichtigung (Art. 29–32 DSchG).

Absatz 3 umschreibt den Begriff der Videoüberwachung. Der Gesetzesentwurf bezieht sich ausschliesslich auf die Überwachung von Personen oder Sachen mit Hilfe von Kameras. Vom Gesetz nicht erfasst werden andere Überwachungsmethoden (wie z.B. mit Audiogeräten, die Eingangskontrollen mit Röntgenstrahlen oder wärmeempfindlichen Geräten). Das Gesetz ist sowohl auf fest oder nur vorübergehend angebrachte Anlagen anwendbar. Zu bemerken ist ferner, dass der Gesetzesentwurf nur auf Installationen ausgerichtet ist, welche die Beobachtung von Personen zum Zwecke ihrer Überwachung ermöglichen (sog. «vorbeugende Videoüberwachung», vgl. auch Art. 3 Abs. 1 des Gesetzesentwurfs). Ausgeschlossen sind dabei Anlagen, die bloss zu Vergnügungszwecken aufgestellt werden, wie z.B. Webcams. Das Aufstellen solcher Anlagen bleibt unter der Voraussetzung, dass die allgemeinen Vorschriften des Datenschutzes eingehalten werden, grundsätzlich frei.

Artikel 2

Artikel 2 beschreibt den Geltungsbereich des Gesetzes. Gemäss Abs. 1 ist das Gesetz auf Videoüberwachung auf öffentlichem Grund beschränkt.

Absatz 2 definiert den Begriff des «öffentlichen Grundes». Es handelt sich dabei hauptsächlich um Güter des Verwaltungsvermögens, sei es des Kantons, sei es der Gemeinden im Sinne des Gesetzes über die öffentlichen Sachen vom 4. Februar 1972 (SGF 750.1) (Bst. a). Vom Gesetz ebenfalls erfasst werden aber diejenigen Güter, die nicht zum Verwaltungsvermögen gehören, jedoch von der öffentlichen Verwaltung genutzt werden (Bst. b). Buchstabe b dieser Bestimmung bezieht sich auf Güter, welche nicht Eigentum des Gemeinwesens sind, von diesem jedoch gemietet werden.

Betont werden muss ebenfalls, dass der Begriff der öffentlichen Sachen nicht allein Liegenschaften umfasst; auch Fahrzeuge des Gemeinwesens fallen darunter wie z.B. Schulbusse. Nichtsdestotrotz gilt es festzuhalten, dass der Gesetzesentwurf nicht auf die Aufsicht in den

Fahrzeugen der Transportunternehmer im Dienste der Schule ausgerichtet ist. Die Videoüberwachung in solchen Fahrzeugen wird nämlich durch die Verordnung vom 4. November 2009 über die Videoüberwachung im öffentlichen Verkehr (SR 742.147.2) geregelt.

Hinsichtlich derjenigen Güter, welche der öffentlichen Verwaltung dienen (wie Spitäler, Schulen, Sportplätze, Museen, Verwaltungsgebäude usw.) muss betont werden, dass das vorliegende Gesetz lediglich diejenigen Teile, welche dem Publikum zugänglich sind, abdeckt. Diese Einschränkung drängt sich in Anbetracht des Umstandes, dass Räume der Verwaltung, deren Zugang dem Publikum versperrt sind (wie Zellentrakte in Gefängnissen, Spitalzimmer usw.), anderen Regeln unterliegen und nicht dieselben Einschränkungen erfahren wie bei der Videoüberwachung von Orten, die öffentlich zugänglich sind. Konkret umfasst der Anwendungsbereich des Gesetzes folgende Orte.

- Räume der öffentlichen Verwaltung, die für das Publikum offen stehen;
- Sachen, welche tatsächlich oder gestützt auf einen entsprechenden Entscheid dem Gemeingebrauch dienen und dafür hergerichtet wurden wie Strassen, Plätze, Parkanlagen, ganz allgemein die Verkehrswege und deren Nebengebäude- und -plätze;
- Die Sachen, die aufgrund ihrer Beschaffenheit dem Gemeingebrauch dienen wie z.B. die öffentlichen Gewässer.

Diejenigen Sachen, die Bestandteil des (privaten) Finanzvermögens der öffentlichen Hand bilden (wie z.B. Mietliegenschaften, Rebberge) fallen ebenfalls nicht in den Anwendungsbereich dieses Gesetzes. Die Videoüberwachung dieser Güter untersteht ausschliesslich der Gesetzgebung über den Datenschutz, weil das Gemeinwesen hier wie ein privater Eigentümer auftritt.

In den meisten der vom vorliegenden Gesetz betroffenen Fälle dürften die Videoüberwachungsanlagen durch das Gemeinwesen erstellt werden. Der Gesetzesentwurf enthält allerdings auch Bestimmungen zu denjenigen Anlagen, welche von Privaten eingerichtet werden und sich nicht ausschliesslich an die Grenzen ihrer Liegenschaft halten, sondern gleichsam auf den öffentlichen Grund «ausufern»: das Gesetz ist auch auf Privatpersonen und die von ihnen errichteten Anlagen anwendbar, sofern diese ganz oder zumindest teilweise öffentlichen Grund miterfassen. Demgegenüber regelt das vorliegende Gesetz nicht die Fälle der Videoüberwachung auf Privatgrundstücken, selbst falls diese öffentlich zugänglich sind (zu denken wäre etwa an Überwachungsanlagen in Markthallen oder in Bankgebäuden). Für solche Fälle bleibt einzig die Gesetzgebung des Bundes über den Datenschutz anwendbar.

Vom Anwendungsbereich des vorliegenden Gesetzes ausgeschlossen bleiben auch Videoüberwachungen im Rahmen einer Strafuntersuchung (vgl. Art. 134 Abs. 4 und 150 Abs. 1 Bst. b der Strafprozessordnung vom 14. November 1996; StPO; sowie die Art. 280 und 281 der schweizerischen Strafprozessordnung vom 5. November 2007). Dieser Ausschluss gilt nur in den Fällen, in denen die Polizei oder ein Richter die Videoüberwachung anordnet. Demzufolge wird vom Anwendungsbereich des Gesetzes auch die Videoüberwachung ausgeschlossen, welche die Polizei hauptsächlich zu Beobachtungszwecken und ausserhalb einer Strafuntersuchung zur Erfüllung ihrer Aufgaben einrichtet (vgl. Art. 38b und 41 des

Gesetzes vom 15. November 1990 über die Kantonspolizei). Vom Gesetzesentwurf nicht betroffen wird auch die von den Wildhütern und Fischereiaufscheidern zur Erfüllung ihrer Aufgaben eingerichtete Videoüberwachung (vgl. Art. 2 der Verordnung vom 16. Dezember 2003 über die Aufsicht über die Tier- und Pflanzenwelt und über die Jagd und Fischerei, AufsV, SGF 922.21).

Artikel 3

Abs. 1 dieser Bestimmung stellt die gesetzliche Grundlage für die Einrichtung und den Betrieb von Videoüberwachungsanlagen in der Öffentlichkeit dar. Er umschreibt Zweck und Ziel, d.h. Vorbeugung und Ahndung von Übergriffen, welche das Aufstellen einer solchen Anlage erlauben.

Die Absätze 2 und 3 umschreiben die allgemeinen Voraussetzungen, denen Private und das Gemeinwesen unterstehen, wenn sie eine Videoüberwachungsanlage in der Öffentlichkeit betreiben wollen. Anlagen mit Aufzeichnung von Daten (Bildern) unterstehen besonderen Bedingungen, d.h. der Bewilligungspflicht (Art. 4 ff.), wogegen Überwachungsanlagen ohne Aufzeichnung von Daten lediglich einer Meldepflicht unterstehen.

Artikel 4

Diese Bestimmung nennt die allgemeinen Voraussetzungen, denen Videoüberwachungsanlagen mit Aufzeichnung von Daten entsprechen müssen.

Buchstabe a erwähnt den Grundsatz der Verhältnismässigkeit (vgl. dazu Art. 6 DSchG). Dieser Grundsatz gilt nicht nur für die Überwachung als solche, sondern ebenfalls für die technische Beschaffenheit der Anlage.

Die in Buchstabe b vorgesehene Bedingung wurde als Zusatz zum Artikel 9 Abs. 2 DSchG, welcher lediglich verlangt, dass das Sammeln von Daten erkennbar sein muss, eingefügt. Der Hinweis auf die Überwachung hat am Ort der Aufnahme selber zu erfolgen und beschränkt sich auf die Erwähnung einer Videoüberwachung (Aufstellen eines Piktogramms, gegebenenfalls ergänzt durch einen entsprechenden Text).

Buchstabe c wiederholt die Notwendigkeit des Grundsatzes der Zweckbindung, wie er in Art. 5 DSchG erwähnt ist.

Buchstabe d auferlegt die Pflicht zur Einhaltung genügender Sicherheitsmassnahmen. Diese Verpflichtung findet sich bereits in den besonderen Bestimmungen des Reglementes vom 29. Juni 1999 über die Sicherheit der Personendaten (DSR; SGF 17.15). Dieses Reglement bezieht sich vornehmlich auf den Schutz der Daten gegen unerlaubte Verwendung und auf die Voraussetzungen derjenigen Personen, welche Zugriff auf diese Informationen haben (vgl. Art. 3 und 10 DSR).

In Bezug auf die Fristen zur Vernichtung aufgenommener Bilder sind in der Schweiz die Praxis und die Reglemente sehr unterschiedlich. Gemäss Gesetzesentwurf (Bst. e) soll die Person, die die Bilder einsieht, über eine ausreichende Reaktionsfrist (Benachrichtigung des Vorgesetzten, Strafanzeige) verfügen können. Unter diesem Blickwinkel scheint eine maximale Frist von 7 Tagen durchaus angemessen. Sobald Übergriffe auf Personen oder Sachen erkennbar werden, kann diese Frist bis auf 100 Tage ausgedehnt werden. Eine solche Frist, welche das Bundesgericht als zulässig betrachtet hat, erlaubt es der öffentlichen Hand, die notwendigen Vorkehrungen zu

treffen und gegebenenfalls eine Strafanzeige hinsichtlich der festgestellten Widerhandlungen einzureichen. Es ist darauf hinzuweisen, dass diese Fristen mit denjenigen für die Gerichtsbehörden nicht übereinstimmen (z.B. die Fristen zur Aufbewahrung von Gerichtsakten oder Verjährungsfristen im Strafrecht).

Das in Absatz 2 vorgesehene Benutzungsreglement stellt eine wesentliche Voraussetzung im Rahmen des vorliegenden Gesetzes dar. Jedem Bewilligungsgesuch muss das von der Behörde oder Privatperson erstellte Reglement, welche eine Videoüberwachungsanlage auf öffentlichem Grund in Betrieb nehmen will, beiliegen. Dieses Reglement muss der zuständigen Behörde auch bei jeder Abänderung des Überwachungssystems übergeben werden (z.B. bei Veränderung des Standortes, der technischen Eigenschaften, der übergebenen Daten oder der Fristen zur Vernichtung der gesammelten Daten). Das Benutzungsreglement muss sämtliche Informationen enthalten, welche der Bewilligungsbehörde die Kontrolle darüber ermöglicht, ob die beabsichtigte Anlage den gesetzlichen Anforderungen entspricht. Dieses Reglement muss insbesondere Aufschluss über die Personen geben, die zur Durchsicht der bearbeiteten Bilder ermächtigt sind. Es muss ebenfalls den Standort der Anlagen, deren Betriebszeiten und die eingesetzte Technik umschreiben, wobei die Aufnahme von Bildern mit anderen Techniken ergänzt sein kann (wie Tonaufnahmen, Aufnahmen mit Zoom, Gesichtserkennung, «Verfolgung von Personen durch mehrere Kameras, Geräte, die den Datenabgleich zwischen Kameras einerseits und «Badges», Zeitkontrollen, Fingerabdrücken, Iris-Aufnahmen oder Geräuschen andererseits ermöglichen).

Es ist zu betonen, dass das vorgesehene Bewilligungsverfahren die in Art. 25 des Reglementes über die Sicherheit der Personendaten vorgesehene Kontrolle durch die vorgesetzte Behörde nicht ausser Kraft setzt. Einzig die vorgesetzte Behörde ist zur Überprüfung der Frage, ob die Sicherheitsmassnahmen und die notwendigen technischen Voraussetzungen vorliegen, befugt. Die Kontrolle durch die Aufsichtsbehörde im Bereich des Datenschutzes bleibt vorbehalten (vgl. Art. 26 DSR). Die für die Erteilung der Bewilligung zuständige Behörde verfügt in diesem Bereich über keinerlei Befugnisse.

Artikel 5

Die Installation von Videoüberwachungsanlagen mit Aufzeichnung von Daten ist bewilligungspflichtig. Die Bewilligung wird erteilt, wenn sowohl die Überwachung wie auch die gewählte Anlage dem Grundsatz der Verhältnismässigkeit entsprechen und die im Benutzungsreglement umschriebenen Sicherheitsvorkehrungen als genügend erachtet werden (Abs. 1).

Die Bewilligungen werden durch die für die öffentliche Sicherheit und Ordnung zuständige Direktion ausgestellt (Abs. 2). Gemäss Vorentwurf sollte diese Zuständigkeit den Oberamtmännern zukommen, doch wurde diese Lösung nach eingehender Prüfung verworfen, da sie nicht geeignet wäre, um eine einheitliche Praxis auf dem gesamten Kantonsgebiet zu gewährleisten.

Eine Stellungnahme der kantonalen Öffentlichkeits- und Datenschutzkommission ist in jedem Bewilligungsverfahren notwendig. Sofern das Bewilligungsgesuch nicht von einer Gemeinde selber gestellt wird, muss die Gemeinde, auf deren Gebiet die Errichtung einer Überwachungsinstallation vorgesehen wird, ebenfalls angehört

werden. Die angehörten Organe erhalten eine Kopie des Entscheids.

Wird das Gesuch von einem Verwaltungsorgan gestellt, so muss die hierarchisch übergeordnete Behörde bzw. die Behörde, welcher das betreffende Organ zugeordnet ist, informiert werden. Des Weiteren muss für die Installation der Videoüberwachung die Zustimmung dieser Behörde eingeholt werden. Absatz 3 sieht deshalb vor, dass vorgängig die Zustimmung derjenigen Direktion des Staatsrates eingeholt werden muss, welcher das Organ angehört (Ämter, die einer Direktion unterstellt sind) oder zugeordnet ist (Anstalten mit Rechtspersönlichkeit).

Absatz 3 sieht zudem vor, dass die vorgängige Zustimmung der zuständigen Direktion auch eingeholt werden muss, wenn das Gesuch von einem Gemeindeorgan, d.h. vom Gemeinderat (vgl. Art. 9 des Entwurfs, Abänderung von Artikel 60 des Gesetzes über die Gemeinden) ausgeht und wenn die Tätigkeit, die im zu überwachenden Raum ausgeübt wird, in den Zuständigkeitsbereich einer kantonalen Behörde fällt. Diese Bestimmung zielt in erster Linie auf Videoüberwachungs-Anlagen in Schulen, für welche eine Zustimmung der Direktion für Erziehung, Kultur und Sport vorgeschrieben ist.

Die Direktion, die eine vorgängige Zustimmung abgeben muss, erhält eine Kopie des Entscheids.

Absatz 4 bedarf keines besonderen Kommentars.

Artikel 6

Anlässlich der Vernehmlassung wurde verschiedentlich und zu Recht verlangt, dass die bewilligten Videoüberwachungsanlagen einer Kontrolle unterworfen werden. Der Entwurf sieht nun vor, dass die Direktion die aufgestellten Videoüberwachungsanlagen beaufsichtigt (Abs. 1). Zudem muss sie über die Abänderungen der Anlagen in Kenntnis gesetzt werden (Abs. 2). Diese Benachrichtigung erleichtert im Allgemeinen eine nachhaltige und fortlaufende Beaufsichtigung der Anlagen.

Sobald die Voraussetzungen für die Erteilung der Bewilligung nicht mehr vorliegen oder die Bestimmungen des Artikels 3 nicht eingehalten werden, kann die Bewilligung entzogen werden (Abs. 3). Die Verwaltungsorgane, die bei der Erteilung der Bewilligung anzuhören sind, d.h. die kantonale Öffentlichkeits- und Datenschutzkommission und die gegebenenfalls betroffene Gemeinde sowie die Direktion des Staatsrates, welche im Rahmen des Bewilligungsverfahrens ihre vorgängige Stellungnahme abgegeben hat, werden über die getätigten Kontrollen und deren Ergebnisse, insbesondere über einen allfälligen Widerruf der Bewilligung in Kenntnis gesetzt.

Artikel 7

Diese Bestimmung führt für Behörden und Privatpersonen, die eine Videoüberwachung zu Beobachtungszwecken (einfache Videoüberwachung) ohne Aufzeichnung von Daten an einem öffentlichen Ort einrichten wollen (z.B. Webcam in einer Stadt, Überwachung eines Strassentunnels), eine Informationspflicht ein.

Mehrere Teilnehmer an der Vernehmlassung haben darauf hingewiesen, dass eine Videoüberwachung ohne Aufzeichnung von Daten gleichwohl die Gefahr der Verletzung von Grundrechten aufweist. Verschiedentlich wurde verlangt, auch solche Anlagen einer Bewilligungspflicht zu unterstellen. Eine solche Massnahme ginge jedoch zu weit. Es erscheint aber wichtig, einen Rahmen

abzustecken, welcher Missbräuche verhindert ohne dabei diese Art der Videoüberwachung einer eigentlichen Bewilligungspflicht zu unterstellen. Man stellt in der Tat fest, dass sich ohne Aufzeichnung von Bildern die Frage der Verletzung elementarer Grundrechte eigentlich nicht stellt (der europäische Menschengerichtshof hat am 17. Juli 2003 in diesem Sinne entschieden, vgl. Bericht des CETEL Nr. 55, Ziff. 6.2.1). Gleichwohl trifft es zu, dass die Einrichtung einer solchen Videoüberwachung das Risiko einer Beeinträchtigung von Rechten in sich birgt, vor allem dann wenn die Anlage die Identifikation einer Person erlaubt. Um den zuständigen Behörden eine Überprüfung solcher Bedenken zu ermöglichen, wird die Informationspflicht gesetzlich verankert.

Eine Missachtung dieser Bestimmung durch Privatpersonen wird die Straffolgen gemäss Artikel 8 des Gesetzesentwurfs nach sich ziehen. Auf Verwaltungsorgane ist demgegenüber das im Gesetz über den Datenschutz vorgesehene Verfahren anwendbar (vgl. Durchführung des Datenschutzes/Verfahren bei Nichteinhaltung der Vorschriften Art. 22a DSchG).

Artikel 8

Dieser Artikel umschreibt die Strafbestimmungen für Privatpersonen bei Widerhandlungen gegen gewisse Bestimmungen dieses Gesetzes. Die Zuständigkeit zur Aussprechung von Bussen richtet sich nach der Strafprozessordnung (zuständig ist entweder der Polizeirichter oder die Staatsanwaltschaft). Es liegt auf der Hand, dass sich die Strafbestimmungen nur gegen Privatpersonen richten und nicht gegen das Gemeinwesen, das strafrechtlich nicht verurteilt werden kann.

Artikel 9

Diese Bestimmung enthält eine Abänderung des Gesetzes über die Gemeinden vom 25. September 1980 (SGF 140.1). Um einen Kompetenzkonflikt zwischen den verschiedenen Organen auf Gemeindeebene auszuschliessen, ist es von Bedeutung, im Gesetz diejenige Behörde näher zu bezeichnen, welche über die Inbetriebnahme einer Videoanlage auf öffentlichem Grund und über das entsprechende Benutzungsreglement beschliessen kann. Der Gesetzesentwurf weist diese Zuständigkeit dem Gemeinderat zu. Selbstverständlich fällt dem Gemeinderat auch die Aufgabe zu, die Gemeindeversammlung oder den Generalrat in angemessener Art über die getroffenen Massnahmen in Kenntnis zu setzen.

Artikel 10

Dieser Gesetzesartikel enthält eine Bestimmung zur Abänderung des Gesetzes vom 25. November 1994 über den Datenschutz (SGF 17.1). Er sieht einen Gesetzesvorbehalt zu Gunsten der Gesetzgebung über den Datenschutz im Bereich der Videoüberwachung vor (vgl. Vorschlag zu Art. 13a DSchG) Das DSchG ist im gesamten Bereich des Gesetzes über die Videoüberwachung ebenfalls anwendbar (vgl. Art. 1 Abs. 2 in fine des Gesetzesentwurfs und die bisherige Kommentierung des vorliegenden Gesetzesentwurfs).

Artikel 11

Absatz 1 dieser Bestimmung sieht vor, dass nach erfolgtem Inkrafttreten des Gesetzes über die Videoüberwachung sämtliche diesbezüglichen Erlasse der Gemeinden hinfällig werden, weil die Belange der Videoüberwa-

chung nunmehr ausschliesslich durch das kantonale Gesetz geregelt werden.

Absatz 2 sieht eine Übergangsfrist von einem Jahr für diejenigen Privaten und Gemeinwesen vor, welche bereits über eine Videoüberwachungsanlage verfügen, um diese an die neuen gesetzlichen Anforderungen anzupassen. Artikel 4 Abs. 1 Bst. e des Gesetzes über die Videoüberwachung betreffend die Aufbewahrungsfristen der aufgezeichneten Bilder ist jedoch sofort anwendbar.

5. FINANZIELLE ODER PERSONELLE AUSWIRKUNGEN

Mit den Bestimmungen dieses Entwurfs, vor allem denjenigen über Bewilligungen und Information, werden dem Staat neue Aufgaben zugewiesen. Gleichwohl wird es aller Voraussicht nach nicht notwendig sein, das Personal der zuständigen Behörden infolge der neuen Gesetzgebung aufzustocken. Ausserdem können vom Staatsrat bestimmte Gebühren zu Lasten Privater und Gemeinwesen erhoben werden.

6. AUFTEILUNG DER AUFGABEN, ÜBEREINSTIMMUNG MIT HÖHEREM RECHT UND REFERENDUM

6.1 Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden

Der vorliegende Gesetzesentwurf hat keinen direkten Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Kanton und

Gemeinden. Gleichwohl muss nochmals unterstrichen werden, dass die Gemeinden mit Inkrafttreten des neuen kantonalen Gesetzes über keinerlei Kompetenzen zum Erlass gesetzlicher Grundlagen auf Gemeindeebene Videoanlagen betreffend mehr verfügen werden. Dieser Bereich wird neu durch das kantonale Gesetz geregelt sein (vgl. Art. 11 des Entwurfs).

6.2 Übereinstimmung mit höherem Recht

Der Gesetzesentwurf entspricht der Kantonsverfassung (vgl. Art. 12, 24 und 38 KV/FR) und der Bundesverfassung. Er ist ebenfalls mit dem europäischen Recht im Bereich des Datenschutzes vereinbar (Direktive 95/46/CE und Konvention 108, Zusatzprotokoll inbegriffen).

6.3 Unterstellung unter das Referendum

Dieser Gesetzesentwurf untersteht nicht dem Finanzreferendum. Demgegenüber unterliegt er, wie jedes Gesetz, dem Gesetzesreferendum.

Loi

du

sur la vidéosurveillance

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu les articles 12, 24 et 38 de la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004;

Vu le message du Conseil d'Etat du 6 juillet 2010;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

Art. 1 But et objet

¹ La présente loi vise à protéger les droits fondamentaux des personnes soumises à une vidéosurveillance dans les lieux publics, en particulier sous l'angle de la protection des données personnelles.

² Elle fixe les conditions et les modalités particulières de cette surveillance; pour le surplus, celle-ci est soumise à la législation sur la protection des données.

³ Par «vidéosurveillance», on entend toute observation de personnes ou de biens effectuée au moyen de dispositifs techniques dans un but de surveillance.

Art. 2 Champ d'application

¹ La présente loi s'applique aux installations de vidéosurveillance portant en tout ou en partie sur des lieux publics.

² Sont des lieux publics, au sens de la présente loi, les immeubles et les biens ouverts au public qui:

- a) appartiennent au domaine public cantonal ou communal au sens de la législation cantonale y relative, ou
- b) n'appartiennent pas au domaine public mais sont néanmoins affectés à l'administration publique.

Gesetz

vom

über die Videoüberwachung

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Artikel 12, 24 und 38 der Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 6. Juli 2010;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1 Gegenstand und Zweck

¹ Dieses Gesetz hat zum Ziel, insbesondere unter dem Gesichtspunkt des Datenschutzes die Grundrechte derjenigen Personen zu schützen, die auf öffentlichem Grund durch Video überwacht werden.

² Es regelt die Voraussetzungen und die speziellen Vorschriften dieser Überwachung, für die im Übrigen die Gesetzgebung über den Datenschutz gilt.

³ Als «Videoüberwachung» gilt jede mit technischen Hilfsmitteln durchgeführte Beobachtung von Personen oder Sachen mit dem Ziel der Überwachung.

Art. 2 Geltungsbereich

¹ Dieses Gesetz gilt für Videoüberwachungsanlagen, die sich vollständig oder teilweise auf öffentlichem Grund befinden.

² Unter öffentlichem Grund im Sinne des vorliegenden Gesetzes werden dem Publikum zugängliche Grundstücke und Bauten verstanden, die:

- a) zum Verwaltungsvermögen des Kantons oder der Gemeinden im Sinne der darauf anwendbaren Gesetzgebung gehören, oder
- b) zwar nicht zum Verwaltungsvermögen gehören, jedoch von der öffentlichen Verwaltung genutzt werden.

³ La présente loi ne s'applique pas:

- a) à la vidéosurveillance ordonnée par un ou une juge ou par la Police cantonale;
- b) à la vidéosurveillance pratiquée par les gardes-faune dans l'exercice de leurs tâches de surveillance de la faune et de la flore ainsi que de la chasse et de la pêche.

Art. 3 Principes

¹ Des systèmes de vidéosurveillance peuvent être installés et exploités dans les lieux publics afin de prévenir les atteintes aux personnes et aux biens et de contribuer à la poursuite et à la répression des infractions.

² Les systèmes de vidéosurveillance sans enregistrement doivent, avant leur mise en service, être annoncés à la Direction en charge de la sécurité et de l'ordre publics (ci-après: la Direction) ainsi qu'au ou à la préposé-e à la protection des données.

³ Les systèmes de vidéosurveillance avec enregistrement sont soumis à des exigences particulières, conformément aux dispositions qui suivent.

Art. 4 Vidéosurveillance avec enregistrement

a) Exigences générales

¹ Les systèmes de vidéosurveillance avec enregistrement sont soumis aux exigences générales suivantes:

- a) la surveillance envisagée paraît apte et nécessaire à atteindre le but visé, et l'usage d'un système de vidéosurveillance est proportionné à ce but;
- b) le système doit être signalé à ses abords de manière adéquate;
- c) les données enregistrées ne peuvent être utilisées que dans le respect du principe de finalité;
- d) les données enregistrées doivent faire l'objet de mesures de sécurité visant à éviter tout traitement non autorisé;
- e) à moins qu'elles ne soient conservées dans le cadre d'une procédure, les données enregistrées doivent être détruites après sept jours ou, en cas d'atteinte aux personnes ou aux biens, après cent jours au maximum.

² Le système de vidéosurveillance doit être documenté dans un règlement d'utilisation qui expose les éléments techniques de l'installation et détaille les mesures prises afin de répondre aux exigences générales.

³ Dieses Gesetz gilt nicht für die Videoüberwachung:

- a) die von einem Gericht oder der Polizei angeordnet wird;
- b) die von den Wildhütern-Fischereiaufsehern für die Beobachtung der Wildtiere und der Pflanzenwelt eingerichtet wird.

Art. 3 Grundsätze

¹ Videoüberwachungsanlagen können in der Öffentlichkeit auf öffentlichem Grund eingerichtet oder betrieben werden, um Übergriffen auf Personen und Sachen vorzubeugen und zur Verfolgung und zur Ahndung solcher Übergriffe beizutragen.

² Videoüberwachungsanlagen ohne Datenaufzeichnung müssen vor der Inbetriebnahme der für die öffentliche Sicherheit und Ordnung zuständigen Direktion (die Direktion) und der oder dem Datenschutzbeauftragten gemeldet werden.

³ Videoüberwachungsanlagen mit Datenaufzeichnung sind den folgenden besonderen Anforderungen unterstellt.

Art. 4 Videoüberwachung mit Datenaufzeichnung

a) Allgemeine Voraussetzungen

¹ Für Videoüberwachungsanlagen mit Datenaufzeichnung gelten die folgenden allgemeinen Voraussetzungen:

- a) Die beabsichtigte Überwachung muss zur Erreichung des angestrebten Zwecks geeignet und notwendig erscheinen, und der Einsatz einer Anlage der Videoüberwachung muss verhältnismässig sein.
- b) Auf die Videoüberwachungsanlage muss im Bereich der Anwendung in geeigneter Weise hingewiesen werden.
- c) Die aufgezeichneten Daten dürfen nur unter Einhaltung des Grundsatzes der Zweckbindung verwendet werden.
- d) Die aufgezeichneten Daten müssen so geschützt werden, dass eine unbefugte Bearbeitung ausgeschlossen ist.
- e) Aufgezeichnete Daten, die nicht im Rahmen eines Verfahrens aufbewahrt werden, müssen spätestens nach 7 Tagen, oder im Falle eines Übergriffs auf Personen oder Sachen nach 100 Tagen, vernichtet werden.

² Jede Videoüberwachungsanlage muss in einem Benutzungsreglement dokumentiert werden, das die technischen Eigenschaften und die zur Einhaltung der allgemeinen Anforderungen des Datenschutzes getroffenen Massnahmen umschreibt.

Art. 5 b) Autorisation

¹ L'installation d'un système de vidéosurveillance avec enregistrement doit en outre faire l'objet d'une autorisation dont l'octroi est subordonné aux conditions suivantes:

- a) le respect des exigences de proportionnalité fixées à l'article 3 al. 1 let. a paraît établi;
- b) les mesures énoncées dans le règlement d'utilisation paraissent suffisantes pour assurer le respect des exigences générales et la protection des données.

² La Direction est l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation; elle statue après avoir pris le préavis de la Commission cantonale de la transparence et de la protection des données et, le cas échéant, de la commune sur le territoire de laquelle l'installation est envisagée. Les organes de préavis reçoivent une copie de la décision.

³ Lorsque la demande d'autorisation émane d'un organe public, elle doit, le cas échéant, avoir été préalablement approuvée par la Direction du Conseil d'Etat dont dépend ou à laquelle est rattaché cet organe ou dont relève l'activité exercée dans les lieux placés sous vidéosurveillance. La Direction concernée reçoit une copie de la décision.

⁴ Le Conseil d'Etat précise la procédure d'autorisation et fixe le tarif des émoluments applicables à cette procédure. Pour le surplus, les dispositions du code de procédure et de juridiction administrative sont applicables.

Art. 6 c) Contrôle

¹ La Direction exerce un contrôle général sur les systèmes de vidéosurveillance soumis à autorisation.

² Elle doit être informée de toute modification de ces systèmes et vérifie, à cette occasion, si un réexamen de l'autorisation est nécessaire.

³ Elle peut retirer l'autorisation lorsque les conditions de son octroi ne sont plus remplies ou que les exigences posées à l'article 3 ne sont pas respectées.

⁴ Les autorités de préavis visées à l'article 5 al. 2 ainsi que la Direction du Conseil d'Etat dont l'approbation préalable est requise en vertu de l'article 5 al. 3 sont informées des contrôles et réexamens entrepris ainsi que de leurs résultats.

Art. 5 b) Bewilligung

¹ Wer eine Videoüberwachungsanlage mit Datenaufzeichnung in Betrieb nehmen will, braucht eine Bewilligung. Die Bewilligung wird erteilt, wenn:

- a) der Grundsatz der Verhältnismässigkeit nach Artikel 3 Abs. 1 eingehalten erscheint;
- b) die im Benutzungsreglement aufgeführten Massnahmen ausreichend erscheinen, um die allgemeinen Anforderungen und den Datenschutz einzuhalten.

² Die Direktion ist für die Ausstellung der Bewilligung zuständig; sie entscheidet nach Einholen der Stellungnahme der kantonalen Öffentlichkeits- und Datenschutzkommission und gegebenenfalls derjenigen Gemeinde, auf deren Gebiet die Einrichtung der Überwachungsanlage vorgesehen ist. Den Organen, die Stellung genommen haben, wird eine Kopie des Entscheides zugestellt.

³ Wird das Gesuch von einem Verwaltungsorgan eingereicht, so muss vorgängig die Zustimmung derjenigen Direktion des Staatsrates eingeholt werden, welcher das Organ angehört oder zugeordnet ist oder in deren Zuständigkeitsbereich die Tätigkeit fällt, die im zu überwachenden Raum ausgeübt wird. Die Direktion erhält eine Kopie des Entscheids.

⁴ Der Staatsrat regelt das Bewilligungsverfahren im Einzelnen und setzt den anwendbaren Tarif fest. Im Übrigen gelten die Bestimmungen des Gesetzes über die Verwaltungsrechtspflege.

Art. 6 c) Kontrolle

¹ Die Direktion übt die allgemeine Aufsicht über die Videoüberwachungsanlagen aus.

² Sie muss über jede Änderung einer Anlage in Kenntnis gesetzt werden; sie klärt bei dieser Gelegenheit ab, ob die erteilte Bewilligung überprüft werden muss.

³ Sind die Voraussetzungen zur Erteilung der Bewilligung nicht mehr erfüllt oder die Bestimmungen des Artikels 3 nicht eingehalten worden, so kann sie die Bewilligung entziehen.

⁴ Die Behörden, die gemäss Artikel 5 Abs. 2 Stellung nehmen können sowie die Direktion des Staatsrates, deren Zustimmung gemäss Artikel 5 Abs. 3 eingeholt werden muss, werden über die Kontrollen und die Überprüfungen sowie der Ergebnisse informiert.

Art. 7 Vidéosurveillance sans enregistrement

Les organes publics et les personnes privées qui veulent mettre en place une vidéosurveillance d'observation sans enregistrement doivent en informer au préalable la Direction et le ou la préposé-e à la protection des données. Les organes publics informent simultanément la Direction du Conseil d'Etat dont ils dépendent ou à laquelle ils sont rattachés ou dont relève l'activité exercée dans les lieux placés sous vidéosurveillance.

Art. 8 Dispositions pénales

¹ Sont punissables de l'amende les personnes privées qui:

- a) mettent en place, sans autorisation, une vidéosurveillance avec enregistrement portant en tout ou en partie sur le domaine public;
- b) ne respectent pas les conditions ou les charges de l'autorisation;
- c) violent les dispositions de l'article 5 ou de l'article 7.

² La poursuite et le jugement des infractions ont lieu conformément à la loi sur la justice.

Art. 9 Modifications

- a) Loi sur les communes

La loi du 25 septembre 1980 sur les communes (RSF 140.1) est modifiée comme il suit:

Art. 60 al. 3 let. m (nouvelle)

[³ Il lui *[au conseil communal]* incombe notamment, sous réserve des attributions de l'assemblée communale ou du conseil général:]

- m) de décider de la mise en place d'un système de vidéosurveillance portant sur le domaine public et d'adopter le règlement d'utilisation dudit système.

Art. 7 Videoüberwachung ohne Datenaufzeichnung

Die Verwaltungsorgane und Privatpersonen, die eine Videoüberwachungsanlage ohne Datenaufzeichnung aufstellen wollen, müssen vorgängig die Direktion und die Datenschutzbeauftragte oder den Datenschutzbeauftragten benachrichtigen. Die Verwaltungsorgane informieren gleichzeitig die Direktion des Staatsrates, welcher sie angehören oder zugeordnet sind oder in deren Zuständigkeitsbereich die Tätigkeit fällt, die im zu überwachenden Raum ausgeübt wird.

Art. 8 Strafbestimmungen

¹ Mit Busse werden Privatpersonen bestraft, die:

- a) ohne entsprechende Bewilligung in der Öffentlichkeit oder teilweise auf öffentlichem Grund eine Videoüberwachung mit Datenaufzeichnung einrichten;
- b) die Bedingungen und Auflagen der Bewilligung nicht einhalten;
- c) den Artikeln 5 und 7 zuwiderhandeln.

² Die Strafverfolgung und die Beurteilung der Übertretungen richten sich nach dem Justizgesetz.

Art. 9 Gesetzesänderungen

- a) Gesetz über die Gemeinden

Das Gesetz über die Gemeinden vom 25. September 1980 (SGF 140.1) wird wie folgt geändert:

Art. 60 Abs. 3 Bst. m (neu)

[³ Ihm *[dem Gemeinderat]* stehen unter Vorbehalt der Befugnisse der Gemeindeversammlung oder des Generalrates namentlich folgende Befugnisse zu:]

- m) Er entscheidet über die Inbetriebnahme einer Videoüberwachungsanlage auf öffentlichem Grund und über das entsprechende Benutzungsreglement.

Art. 10 b) Loi sur la protection des données

La loi du 25 novembre 1994 sur la protection des données (LPrD) (RSF 17.1) est modifiée comme il suit:

Art. 13a (nouveau) Videosurveillance

Les dispositions spéciales de la législation sur la vidéosurveillance sont réservées.

Art. 11 Droit transitoire

¹ Les réglementations communales relatives à la vidéosurveillance deviennent caduques dès l'entrée en vigueur de la présente loi.

² Les systèmes de vidéosurveillance déjà en fonction au moment de cette entrée en vigueur doivent être mis en conformité avec la présente loi dans un délai d'une année; toutefois, les règles relatives à la durée de conservation des images sont applicables immédiatement.

Art. 12 Entrée en vigueur et referendum

¹ Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

² La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Art. 10 b) Gesetz über den Datenschutz

Das Gesetz über den Datenschutz (DSchG) (SGF 17.1) wird wie folgt geändert:

Art. 13a (neu) Videoüberwachung

Die Spezialgesetzgebung über die Videoüberwachung bleibt vorbehalten.

Art. 11 Übergangsbestimmungen

¹ Mit dem Inkrafttreten dieses Gesetzes werden alle Gemeindereglemente über die Videoüberwachung aufgehoben.

² Videoüberwachungsanlagen, die beim Inkrafttreten dieses Gesetzes bereits in Betrieb sind, müssen innert einem Jahr an die neuen Vorschriften angepasst werden; die Bestimmungen über die Aufbewahrungsdauer der aufgezeichneten Daten sind sofort anwendbar.

Art. 12 Inkrafttreten und Referendum

¹ Der Staatsrat legt das Datum des Inkrafttretens dieses Gesetzes fest.

² Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.